

L'INSTALLATION DES MISSILES AMÉRICAINS EN EUROPE ET LA POLITIQUE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

J. POSADAS - 27 octobre 1979

Le processus mondial comprend divers aspects, qui indiquent tous une maturité très développée, comme le Nicaragua, le Salvador, le Vietnam, ou les déclarations de Mugabe* disant qu'il ne peut y avoir de solutions qu'en adoptant la voie socialiste.

La décision du Vietnam d'affronter les Chinois indique aussi l'assurance de l'État ouvrier vietnamien, qui comprend qu'une intervention plus profonde des Chinois, lors de l'invasion du Vietnam, aurait eu des répercussions à l'intérieur de la Chine.

En même temps que se développe ce processus mondial, la crise de l'impérialisme yankee se poursuit également. Les capitalistes de France, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, et en partie d'Italie, mettent en question les décisions de l'impérialisme nord-américain. Ce n'est pas qu'ils soient contre l'impérialisme, mais ils se sentent faibles. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas affronter l'Union Soviétique. Les Allemands, comme les Français, démontrent leur faiblesse dans les positions qu'ils prennent vis-à-vis de l'Union Soviétique. L'impérialisme yankee démontre aussi sa faiblesse dans le fait qu'il ne peut s'imposer, et qu'il doit faire pression pour arriver à implanter des missiles dans les pays européens, contre les États ouvriers. L'installation des missiles en Allemagne signifie des préparatifs de guerre bien prononcés. Bien qu'il ne le fasse pas pour lancer la guerre immédiatement, ceci est destiné à encourager la bourgeoisie allemande, française, et européenne en général, pour qu'elle affronte le mouvement communiste et le mouvement ouvrier, afin de préparer la guerre de façon plus accentuée.

Voilà son objectif. En même temps, l'impérialisme fait cela dans le but d'obtenir un plus grand avantage dans la concurrence inter-capitaliste des États-Unis avec l'impérialisme européen et japonais. Une telle installation revient à ce que la bourgeoisie européenne contribue de façon plus importante aux dépenses de préparation de guerre, et qu'elle ait par conséquent plus de difficultés à suivre la concurrence, parce qu'elle devra augmenter ses prix.

Tout ceci affecte le système capitaliste en aiguissant la lutte de classes, accentue le développement des luttes ouvrières, paysannes et petite-bourgeoises, et leur tendance à chercher appui sur le mouvement communiste, socialiste, et les mouvements de gauche. Quand le capitalisme agit ainsi, c'est qu'il n'a pas d'autre issue. Cette mesure d'accentuation des dépenses de guerre l'affecte sur le plan économique. Il doit le faire parce qu'il voit le danger venant des États ouvriers.

Il n'est pas vrai que ceux-ci aient accru de beaucoup leur armement. La supériorité de l'État ouvrier consiste et consistera dans sa relation mondiale avec les masses du monde. Là se trouve l'armement le plus important de l'Union Soviétique et des États ouvriers. Les forces militaires ont de l'importance et sont décisives, mais les bases nécessaires pour qu'elles soient décisives se trouvent dans l'appui mondial des masses, et dans la coordination qui existe, sans être encore programmée, entre les masses du monde, le développement de la lutte pour sortir tous les pays de l'arriération, et le développement de l'Union Soviétique. Tout fait partie du même processus, bien qu'il n'y ait pas encore une direction politique unique. Il existe une coordination entre l'intérêt des masses exploitées du monde et des pays arriérés, et l'intérêt des États ouvriers, et plus particulièrement de l'Union Soviétique.

L'impérialisme voit tout cela, et c'est la raison pour laquelle il lance un tel cri. La discussion qui se fait actuellement sur l'armement vient après les accords SALT II passés entre Carter et Brejnev. C'est la droite qui est parvenue à imposer à Carter une telle décision. Carter n'est pas contre dans le fond. C'est le plan de

l'impérialisme qui voit sa propre existence mise en danger. Il doit recourir à des moyens qui le font se présenter face aux États ouvriers comme prenant des mesures de guerre. Les États ouvriers vont réagir en toute légitimité, en tenant compte d'une telle conclusion de préparatifs de guerre de la part de l'impérialisme.

Ces mesures sont également destinées à essayer d'intimider le mouvement des masses, les partis socialistes, à chercher à les contenir et les amener à des affrontements avec les partis communistes. L'aiguïsement de la concurrence inter-capitaliste s'exprime dans l'attitude du gouvernement social-démocrate allemand. Il rejette les plans de l'impérialisme et appelle à concilier avec l'URSS sur le problème des armements, ce qui lui donne un certain répit.

L'impérialisme prépare la guerre. L'État ouvrier a le droit légitime d'essayer de tirer avantage de toutes ces contradictions. Il peut faire des déclarations appelant à la paix, à la coexistence, à la réduction des armements, mais il ne doit pas croire que ceci va s'appliquer. Les États ouvriers doivent se préparer militairement, et surtout socialement. La campagne pour la réduction des armements doit être accompagnée d'un plus grand développement de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste.

Il faut continuer dans le sens de ce qu'a fait Brejnev, à la réunion avec les dirigeants Sud-Yéménites : il y a déclaré que l'Union Soviétique appuie tout mouvement qui lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. A travers cette déclaration, Brejnev appelle légitimement à une alliance avec les masses du monde. Cela indique le processus de crise du système capitaliste et le caractère des relations que les pays capitalistes ont avec les États ouvriers.

Cette crise va encore accentuer, avec ces mesures, l'installation des missiles. L'impérialisme n'a pas pu intervenir en vue de liquider le Nicaragua et le Salvador. Il cherche donc une compensation en appelant tous les pays capitalistes à une centralisation sous son pouvoir, pour augmenter l'armement, la structure et le commandement militaire.

Les bourgeoisies européennes sentent qu'il ne s'agit pas seulement de l'implantation des missiles et des armes atomiques, ou du paiement de ces armes, mais qu'en prenant une telle mesure, elles vont devoir affronter le mouvement ouvrier, et essayer de contenir l'influence que les États ouvriers exercent sur les masses du monde. Le capitalisme sent que l'augmentation des dépenses d'armement limite sa capacité de négociation avec le mouvement ouvrier. L'impérialisme yankee a augmenté considérablement les dépenses de guerre, et a obligé la bourgeoisie européenne à en payer une part importante.

En règle générale, elle est d'accord, car c'est le système capitaliste, en tant que système, qui décide. Les décisions prises par un gouvernement ou un autre sont temporaires. Mais ceci ne signifie pas que le système capitaliste va décider, parce que des luttes peuvent se développer dans toute l'Europe, en France comme en Angleterre.

Les communistes, les socialistes, les mouvements sociaux-démocrates et petit-bourgeois, doivent voir clairement que l'impérialisme prépare la guerre. Les mesures que prend l'impérialisme ne sont pas seulement destinées à intimider, ce sont de réelles mesures de préparation de guerre. L'impérialisme yankee prépare la guerre avec certaines précautions, avec indécision et incertitude. Il ne la prépare pas ouvertement. Il essaie de la cacher, surtout au peuple nord-américain qui est contre. Les Yankees ne peuvent dire qu'ils préparent la guerre contre la barbarie communiste. Le peuple nord-américain va leur répondre : « Contre quelle barbarie communiste ? Regardez ce qui se passe ici, les barbares... c'est nous ! » Les masses nord-américaines n'ont pas encore le moyen de se mettre en communication, mais ceux qui ont organisé des mouvements, comme celui contre le nucléaire, ou contre l'intervention au Vietnam, contre la construction d'armes atomiques, ont reçu l'appui de centaines de milliers de personnes. Malgré tous les bureaucrates syndicaux qui sont à son service, le capitalisme n'a pas pu faire un seul mouvement d'appui à l'armement atomique, à l'armement de l'Europe contre « la barbarie communiste », comme ils l'appellent.

Le processus mondial montre la faiblesse du système capitaliste, les conditions très élevées pour le progrès de la lutte anti-capitaliste et une intervention très décidée de l'Union Soviétique, qui affronte l'impérialisme. C'est autre chose que lorsque Staline cédait à l'impérialisme, en croyant que celui-ci n'allait

pas attaquer l'Union Soviétique. Staline s'alliait avec Hitler, croyant ainsi défendre l'URSS contre l'impérialisme « démocratique », la France, l'Angleterre et les États-Unis. Maintenant l'Union Soviétique cherche des alliés conscients. Elle ne fait pas des alliances entre États, mais des alliances qui impulsent la révolution. Il faut prendre cela en considération. Il ne faut pas mesurer l'Union Soviétique par le fait qu'elle signe un accord avec l'Allemagne, mais par le fait qu'elle appuie l'Éthiopie, qu'elle impulse la révolution, que ce soit au Nicaragua, au Salvador, ou en Équateur. Si elle prend des mesures encore limitées, c'est parce qu'elle n'a pas directement accès à ces révolutions : elle n'a pas de partis communistes avec lesquels elle pourrait intervenir.

Mais l'Union Soviétique aujourd'hui appuie les mouvements révolutionnaires. Staline pactisait avec Hitler, et il empêcha l'armée de peser dans la décision d'affronter les nazis. Staline croyait que ceux-ci n'attaqueraient pas. Mais aujourd'hui, l'Union Soviétique se prépare, et elle ne se laissera pas prendre au dépourvu. En même temps, elle impulse et appuie les mouvements révolutionnaires. Elle ne les abandonne pas, même si son activité est limitée, car elle n'accompagne pas ce soutien d'une politique anti-capitaliste d'ensemble.

J. POSADAS – 27 octobre 1979

Note :

MUGABE : Premier Ministre du Zimbabwe (ex-Rhodésie) depuis 1980. Après une longue lutte armée du mouvement de libération (ZANU) qu'il dirige, le gouvernement britannique finit par signer un accord ouvrant la voie à un gouvernement africain, espérant que ses hommes de main (Muzorewa) gagnent les élections. Celles-ci donnèrent la victoire totale à Mugabe et au ZANU, et à partir de ce moment, le Zimbabwe entame un processus de transformation sociales.